

22/6/22

PREFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

TÉLÉPHONE : 52.01.11

2.....° DIRECTION

APPA 70/15

5.....° BUREAU

Toulouse, le ..... 19.....

u DF

Référence à rappeler :

ETABLISSEMENTS CLASSES

COMMUNE DE VILLENEUVE-TOLOSANE

LE PREFET DE LA REGION MIDI-PYRENEES,  
PREFET DE LA HAUTE-GARONNE  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

ARRETE D'AUTORISATION

VU la demande présentée par la SARI "ENROBES-TOULOUSE" dont le siège social est à VILLENEUVE-TOLOSANE - chemin de Cugnaux, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter dans cette même commune, au lieu dit "Pradie" une station d'enrobage à chaud de sables et graviers, visée sous les n° 153bis, 66, 67, 255 et 33bis de la nomenclature annexée à la loi du 19 DECEMBRE 1917, et rangée dans la deuxième classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

VU les plans annexés à cette demande ;

VU la loi du 19 DECEMBRE 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes et les textes subséquents ;

VU le décret n° 53-578 du 20 Mai 1953 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 DECEMBRE 1917 susvisée ;

VU les décrets des 15 Avril 1958, 17 Octobre 1960, 19 AOÛT 1964, 24 AOÛT 1965, 15 SEPTEMBRE 1966, 24 OCTOBRE 1967 et du 16 OCTOBRE 1970, modifiant et complétant la nomenclature des établissements classés, annexée au décret du 20 MAI 1953 ;

VU le décret du 1er avril 1964 relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

VU l'avis émis par le directeur départemental de l'équipement, le 15 JUIN 1971 ;

VU le procès-verbal de l'enquête administrative à laquelle il a été procédé du 10 au 25 SEPTEMBRE 1971 par M. CASTERAN - ingénieur des travaux publics de l'Etat à MURET, commissaire enquêteur, désigné à cet effet par arrêté de M. le sous-préfet de MURET du 30 AOÛT 1971 ;

.../...

VU l'avis émis par l'Ingénieur en Chef des Mines- Inspecteur d'établissements classés, le 28 JANVIER 1972 ;

VU l'avis émis par le Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale, le 22 FEVRIER 1972 ;

VU l'avis émis par l'inspecteur départemental des services de défense contre l'incendie et de secours, le 23 FEVRIER 1972 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène dans sa séance du 25 FEVRIER 1972 ;

VU l'avis émis par le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi le 14 Juin 1972 ;

A R R E T E

ARTICLE 1°/ La SARL "ENROBES-TOULOUSE" dont le siège social est à VILLENEUVE-TOLOSANE, chemin de Cugnaux est autorisée à exploiter dans cette même commune, au lieu dit "Pradie", une station d'enrobage à chaud de sables et graviers, rangée dans la deuxième classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

ARTICLE 2°/ Cette autorisation est subordonnée à l'observation des prescriptions annexées au présent arrêté.

ARTICLE 3°/ La présente autorisation ne dispense pas le titulaire de tout autres autorisations exigées par la législation en vigueur notamment du permis de construire prévu par l'article 84 du code de l'urbanisme et de l'habitation.

ARTICLE 4°/ La SARL "ENROBES-TOULOUSE" sera tenue de prendre toutes les précautions nécessaires dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité publique.

ARTICLE 5°/ Si des agrandissements des locaux actuellement projetés étaient étudiés ou si des modifications étaient apportées dans le fonctionnement actuellement prévu de l'établissement une nouvelle demande et autorisation devrait être formée.

ARTICLE 6°/ La SARL "ENROBES-TOULOUSE" sera tenue de prendre toutes les précautions nécessaires dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs qui sont imposées par le livre II du code du travail et par les décrets réglementaires pris en exécution des dispositions dudit livre

ARTICLE 7°/ La présente autorisation cessera d'avoir son effet dans le cas où l'établissement n'aura pas été ouvert dans un délai maximum de deux ans. Une interruption de deux années consécutives dans l'exploitation de l'établissement entraînera la même déchéance.

ARTICLE 8°/ Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 9°/ Une copie du présent arrêté demeurera déposée aux archives de la mairie pour être mise à la disposition de tout intéressé.

ARTICLE 10°/ Le secrétaire général de la Haute-Garonne,  
le secrétaire général adjoint,  
le sous-préfet de MURET,  
le maire de VILLENEUVE-TOLOSANE,  
l'ingénieur en chef des mines, inspecteur des établissements classés,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait (articles 2 et 9) sera affiché à la porte de la mairie et inséré par les soins du maire et aux frais de la SARL "ENTROBES-TOULOUSE" dans un journal d'annonces légales du département.

TOULOUSE, le 22 JUIN 1972  
LE PREFET,

Pour copie conforme  
Pour le Secrétaire Général,  
Le Chef de Bureau délégué



Pour le PRÉFET :  
Le Secrétaire Général délégué.

J. LEPARGNEUR

Installation d'enrobage à chaud de VILLENEUVE-TOLOSANE

Prescriptions spéciales annexées à l'arrêté préfectoral  
du 22 JUIN 1972

I/ PRESCRIPTIONS GENERALES

I.1.- L'implantation des installations sera conforme au plan annexé à l'arrêté préfectoral du

I.2.- Tous les bâtiments et constructions seront du type incombustible, les planchers et aires de stockage étant en matériaux imperméables.

I.3.- Tous les appareils à pression en service dans l'établissement devront satisfaire aux prescriptions du décret du 18 janvier 1943 modifié sur les appareils à pression de gaz.

I.4.- Les installations électriques devront répondre aux conditions imposées par les normes en la matière.

Ces installations seront vérifiées au moins une fois par an. Il sera tenu un registre de ces vérifications.

I.5.- Il est interdit d'effectuer des travaux bruyants entre 20 h et 7 heures.

I.6.- L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, seaux-pompes, extincteurs, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelle, etc..

I.7.- Toutes dispositions seront prises pour ne gêner le voisinage ni par les odeurs, ni par la dispersion de poussières.

I.8.- Les différents registres et consignes prises dans les présentes prescriptions devront être présentés ou communiqués à l'inspecteur des établissements classés qui pourra prescrire toute modification des consignes qu'il jugera utile.

II/ - STATION d'ENROBAGE A CHAUD

2.1. - Dépôt de bitume

2.1.1. - La quantité totale entreposée, ne dépassera pas 120 000 l.

2.1.2. - Aucun foyer ne devra être installé à proximité du dépôt.

2.1.3. - Le dépôt sera disposé sur une chape imperméable entourée d'une murette de rétention.

2.2. - Dépôt de fuel lourd

2.2.1. - La capacité totale du dépôt ne devra pas excéder 60 m<sup>3</sup>.

2.2.2. - Les réservoirs seront construits en tôle d'acier d'au moins 5 mm d'épaisseur. Leur étanchéité sera vérifiée par remplissage à l'eau et, après obturation des orifices, création d'une surpression égale à 5 cm d'eau.

L'essai sera renouvelé après toute réparation des parois et dans le cas où le réservoir intéressé serait resté vide pendant plus de 24 mois consécutifs.

2.2.3. - Les réservoirs seront reliés électriquement à la terre par une prise présentant une résistance inférieure à 100 Ω.

Il sera réalisé une liaison équipotentielle entre tous les éléments métalliques du stockage

2.2.4. - Chaque réservoir sera muni d'un dispositif de jaugeage et toutes dispositions devront être prises afin d'éviter les débordements au moment de l'emplissage.



Le réchauffage sera réalisé par fluide chauffant.

Les départs de canalisations, tampons de visite, vannes et robinets devront être métalliques.

En outre, chaque réservoir devra comporter :

- une canalisation d'emplissage munie d'un raccord fixe normalisé et fermé par un obturateur étanche. Une plaque indiquant la qualité du produit entreposé et la contenance du réservoir desservi doit être fixée à proximité de l'orifice.

- un tube d'évent fixe de section au moins égale à la moitié de celle de la canalisation d'emplissage et ne comportant ni vanne ni obturateur. Ce tube sera placé à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du plus haut niveau susceptible d'être atteint par le liquide et avoir une direction ascendante avec le minimum de coudes. Son orifice sera protégé contre la pluie.

2.2.5. - Les réservoirs doivent être placés dans une cuvette de capacité au moins égale à 20 % de la capacité totale des réservoirs qu'elle contient.

Leur fond sera étanche et il sera prévu un dispositif permettant l'évacuation des eaux pluviales tout en s'opposant au passage des hydrocarbures,

2.2.6. - Il est interdit de déposer des matières combustibles à moins de 1 m des parois extérieures des cuvettes.

## 2.3. - Installation de combustion-sécheur

### 2.3.I. - Pollution de l'air :

2.3.I.1. - Le pouvoir calorifique inférieur développé par la combustion dans le foyer ne devra pas atteindre 8 000 th/h.

2.3.I.2. - Le combustible utilisé sera le fuel oil lourd n° 2.

2.3.I.3. - Pour assurer une bonne dispersion des gaz de combustion ceux-ci seront rejetés dans l'atmosphère par une cheminée d'au moins 26 mètres au-dessus du sol, après avoir traversé les appareils de dépoussiérage de l'installation, et établie de telle façon que la vitesse de sortie de ces gaz soit au moins égale à 8 m/s dans les conditions de fonctionnement normal du brûleur. L'orifice de cette cheminée ne devra comprendre aucun chapeau, ni dispositif analogue.

2.3.I.4. - Pour permettre le contrôle des émissions de gaz et fumées, et faciliter la mise en place des appareils nécessaires à ce contrôle, la cheminée sera pourvue d'un orifice obturable commodément accessible, situé dans sa partie rectiligne, à une distance du point d'introduction des gaz égale à 8 fois au moins son diamètre.

2.3.I.5 - Le ramonage par soufflage est interdit, les suies et dépôts collectés devront être évacués de telle sorte que cette opération n'entraîne aucune nuisance, en particulier leur rejet dans un cours d'eau ou dans un réseau d'assainissement est interdit.

2.3.I.6. - Les gaz de combustion ne devront pas contenir en marche normale plus de 0,05 % en volume d'oxyde de carbone.

2.3.I.7. - Mention des opérations d'entretien ainsi que des incidents de marche sera portée au livret de chaufferie.

## 2.4. - Pollution des eaux

2.4.I. - Les boues récupérées en dépoussiéreur humide seront mélangées aux remblais de la gravière à la surface du sol.

2.4.2 - Les eaux résiduaires seront dirigées dans un bassin séparateur puis dans un bassin de décantation, où elles séjourneront au moins 2 Heures avant d'être rejetées dans le milieu naturel après déshuillage.

2.4.3 - Les rejets devront satisfaire aux prescriptions de l'instruction ministérielle du 6 Juin 1953, ou éventuellement et compte tenu des délais d'application, à tout texte qui s'y substituer

2.5 - Consignes

2.5.1 - L'entretien des installations se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire ; il fera l'objet d'une consigne.

III - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

- 1° à proximité de l'entrée de l'établissement :
  - 1 poteau d'incendie conforme à la norme française S.6I.2
- 2° 4 extincteurs à poudre de 6 kgs  
2 extincteurs à poudre grande capacité sur roues, qui seront placés auprès des risques particuliers.
- 3° 1 extincteur à eau pulvérisée foyer type 2I.A dans le bureau
- 4° Prévoir 1 extincteur C 02 de 2 kgs auprès de chacun des risques électriques particuliers de l'établissement.
- 5° Prévoir des caisses de sable meuble avec pelles de projection
- 6° Le personnel de l'établissement sera entraîné à la manipulation des moyens de première intervention.
- 7° Des consignes d'incendie seront affichées et connues de tout le personnel
- 8° Le numéro d'appel des Sapeurs Pompiers de MURET sera affiché en évidence.

Vu pour être annexé à notre arrêté

en date de ce jour.  
22 JUIN 1972

TOULOUSE

Le Préfet  
Pour le Préfet :  
Le Chef de Bureau délégué

